

Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale: les défis du changement climatique et des bioénergies

Rome, 3-5 juin 2008

*Monsieur le Président de la République italienne,
Mesdames, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Monsieur le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies,
Mesdames, Messieurs les Ministres et Chefs de délégation
Excellences, Mesdames, Messieurs,*

Nous voici réunis, dans cette cité éternelle de Rome, pour ce qui est *de jure* une Conférence de Haut Niveau et qui est devenue *de facto* un Sommet. Il s'agit, en effet, de faire face à une crise alimentaire mondiale qui a eu récemment des conséquences sociales et politiques tragiques dans différents continents, avec des émeutes et des morts, qui peuvent mettre en péril la paix et la sécurité du monde.

Ces tristes événements ne sont cependant que la chronique d'une catastrophe annoncée. En 1996, dans cette même enceinte, 112 Chefs d'Etat et de Gouvernement et des représentants de 186 membres de l'Organisation avaient pris l'engagement solennel de réduire de moitié, à l'horizon 2015, le nombre de personnes qui ont faim dans le monde et ils avaient adopté un programme pour atteindre cet objectif. Mais dès 2002, nous étions obligés de convoquer un second sommet mondial pour attirer l'attention de la communauté internationale sur le fait que les ressources qui devaient financer les programmes agricoles dans les pays en voie de développement, au lieu d'augmenter, étaient en train de baisser. Ainsi avec les tendances observées, l'objectif du Sommet serait atteint en 2150 au lieu de 2015. Un « programme contre la faim » avait donc été préparé pour cette réunion avec des besoins de financement évalués à 24 milliards de dollars par an.

Aujourd'hui, les faits sont là: l'aide à l'agriculture est passée de 8 milliards de dollars (base 2004) en 1984 à 3,4 milliards de dollars en 2004, soit une baisse en termes réels de 58%. La part de l'agriculture dans l'aide publique au développement a chuté, passant de 17% en 1980 à 3% en 2006. Les institutions financières internationales et régionales ont enregistré une baisse drastique des ressources destinées à l'activité qui est le moyen d'existence principal de 70% des pauvres dans le monde. Dans un cas édifiant, le portefeuille de prêts à l'agriculture d'une institution est passé de 33% en 1979 à 1% en 2007.

Les pays en développement, il faut le reconnaître, ont pourtant préparé en coopération avec la FAO, les politiques, les stratégies et les programmes qui, s'ils avaient bénéficié des financements appropriés, auraient permis d'assurer la sécurité alimentaire du monde.

Il faut, en effet, doubler la production alimentaire pour nourrir une population mondiale actuelle de 6 milliards et qui atteindra 9 milliards à l'horizon 2050.

Ainsi, des experts africains se sont réunis en décembre 2001, à Rome, puis leurs Ministres se sont retrouvés à la Conférence Régionale de la FAO au Caire en février 2002, et ensuite en juillet 2003 à Maputo juste avant le Sommet de l'Union Africaine. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont adopté, à cette occasion, le Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA), préparé avec le soutien de la FAO, ainsi que les documents complémentaires. Il nécessitait un investissement de 25 milliards de dollars par an pour la

maîtrise de l'eau, les infrastructures et les capacités de commercialisation, l'accroissement de la production végétale et la réduction de la faim, la recherche agricole et la diffusion des technologies, la production animale, les forêts, la pêche et l'aquaculture.

Dans ce cadre, 51 pays africains ont préparé, en collaboration avec la FAO, des Programmes Nationaux à Moyen Terme d'Investissement (PMMTI) et les Profils de Projets d'Investissement Bancables (PIPB).

Les Unions économiques régionales, UEMOA, CEDEAO, CEMAC, CEAC, SADEC, COMESA, IGAD, UMA ont aussi préparé avec le soutien de la FAO, des programmes régionaux de sécurité alimentaire, qui mettent l'accent sur le commerce intra-régional ainsi que les normes sanitaires et phytosanitaires de l'OMC basées sur les règles établies par l'OMS et la FAO pour la protection des consommateurs dans le cadre du Codex Alimentarius et de la Commission Internationale de Protection des végétaux.

Faisant suite à la mise en oeuvre des phases pilotes des programmes nationaux et régionaux de sécurité alimentaire dans les pays du CARICOM, en Amérique centrale et du Sud, le Sommet ibero-américain a aussi approuvé en novembre 2006, à Montevideo, Uruguay, l'Initiative « Amérique latine et Caraïbes libérées de la faim en 2025 ».

Des programmes régionaux similaires ont également été préparés, en coopération avec la FAO, en Europe centrale et en Asie centrale pour l'Union Economique de la Mer Noire et l'Organisation de Coopération Economique.

Les plans, les programmes et les projets existent donc, bel et bien, pour régler le problème de la sécurité alimentaire, même s'ils sont susceptibles d'amélioration et d'actualisation.

Mais la communauté internationale ne réagit malheureusement que lorsque les medias apportent dans les foyers des pays nantis, le spectacle douloureux de ceux qui souffrent dans le monde.

Sur la base des statistiques agricoles mondiales et des projections que la FAO a la responsabilité de préparer, dès le mois de septembre dernier, j'ai attiré l'attention de l'opinion publique sur les risques de conflits sociaux et politiques dus à la faim. Le 17 décembre 2007, pour éviter que la campagne agricole 2008 ne soit compromise, j'ai lancé un appel à la mobilisation de 1,7 milliards de dollars non remboursables pour permettre aux agriculteurs des pays pauvres d'avoir accès aux engrais, aux semences et aux aliments du bétail dont les prix ont augmenté respectivement de 98, 72, 60%. Tout cela est resté sans effet, malgré une large diffusion dans la presse et en dépit des correspondances adressées aux Etats Membres ainsi qu'aux institutions financières. Quelques rares pays comme l'Espagne ont immédiatement appuyé les efforts en faveur de la production agricole. Je voudrais leur rendre hommage.

En réalité c'est seulement lorsque les démunis et les exclus du banquet des riches sont descendus dans la rue pour exprimer leur désespoir et leur révolte, que les premières réactions salutaires, en faveur de l'aide alimentaire, ont commencé.

Monsieur le Président,
Excellences, Mesdames et Messieurs,

Les causes et les conséquences de la crise actuelle ont été suffisamment expliquées, je ne vais donc pas y revenir.

Ce qui est important aujourd'hui, c'est que le temps du verbe est largement dépassé. Le moment de l'action est venu.

Le Secrétaire Général de l'ONU a établi et préside le Groupe de Travail du Système des Nations Unies, des Institutions de Bretton Woods et d'autres organisations internationales, pour apporter une réponse coordonnée à la crise alimentaire. Il a bien voulu nommer le Directeur Général de la FAO au poste de Vice-président de ce Groupe. Je voudrais saisir l'occasion solennelle qui m'est offerte afin de lui exprimer ma profonde gratitude pour ce témoignage de confiance.

Le Cadre global d'action préparé par ce Groupe donne des orientations sur les besoins qui seront précisés, pays par pays, avec le travail mené sur le terrain par les représentants locaux de la FAO, du PAM, du FIDA et de la Banque Mondiale, en coopération avec les différents gouvernements. Au demeurant le Secrétaire Général de l'ONU avait présenté à la presse, le 29 avril à Berne, le communiqué approuvé par le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS), sur les besoins immédiats pour faire face à la crise alimentaire. Il convient donc de mobiliser dès maintenant les ressources nécessaires.

Certes, il était urgent de maintenir, malgré la hausse des prix, le volume des activités d'aide alimentaire au profit de 88 millions de personnes. Il faut donc remercier les pays qui, fort généreusement, ont apporté leurs contributions financières et ont permis d'atteindre les 755 millions de dollars sollicités à cet effet.

Mais dans le monde, il y a 862 millions de personnes qui n'ont pas un accès adéquat à la nourriture. Ils ont besoin d'améliorer leurs conditions de vie dignement, en travaillant avec les moyens de leur époque. Il leur faut des semences à haut rendement, des engrais, des aliments du bétail et d'autres intrants modernes. Ils ne peuvent continuer, comme au Moyen Age, à labourer la terre à la sueur de leur front dans des conditions aléatoires, au gré des caprices du temps. Des investissements dans les infrastructures rurales sont donc nécessaires: notamment pour la maîtrise de l'eau, avec l'irrigation et le drainage, car par exemple sur 96% des terres en Afrique sub-saharienne, la production dépend de la pluviométrie. Ils ont besoin de moyens de stockage pour éviter les pertes de récoltes qui peuvent atteindre de 40 à 60% pour certaines productions. Des routes rurales sont indispensables pour leur apporter les facteurs modernes de production et permettre que leurs récoltes atteignent les marchés nationaux et régionaux à des coûts compétitifs.

Monsieur le Président,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

La crise alimentaire actuelle dépasse la dimension humanitaire traditionnelle qui a un fondement éminemment éthique. Cette fois-ci, elle touche aussi les pays développés. La hausse de l'inflation résulte, pour 40 à 50%, de l'augmentation des prix des aliments. Il s'agit donc, dans un contexte de croissance élevée et accélérée du produit intérieur brut des pays

émergents, de trouver des solutions globales et viables pour que s'estompe le différentiel entre l'offre et la demande mondiales de produits alimentaires

Si nous ne prenons pas, rapidement, les décisions courageuses qui s'imposent dans les circonstances actuelles, les mesures restrictives prises par les pays producteurs pour faire face aux besoins de leur population, l'impact du changement climatique et la spéculation sur les marchés à termes vont placer le monde dans une situation dangereuse. Malgré l'importance de leurs réserves monétaires, certains pays risquent de ne pas trouver des aliments à acheter.

La solution structurelle au problème de la sécurité alimentaire dans le monde, c'est l'accroissement de la productivité et de la production dans les pays à revenu bas et à déficit vivrier. Cela suppose, au-delà des actions au niveau de l'aide publique au développement, des solutions novatrices et imaginatives. Il faudra développer des accords de partenariat entre, d'une part, les pays qui ont des ressources financières, des capacités de gestion et des technologies et, d'autre part, ceux qui ont des terres, de l'eau et des ressources humaines. Ainsi seulement, sera-t-il possible d'assurer des relations internationales équilibrées pour un développement agricole durable.

Les défis du changement climatique, des bioénergies, des maladies transfrontières des animaux et des plantes, des prix des produits agricoles ne pourront être relevés que par un dialogue franc à partir d'une analyse objective qui dépasse les intérêts partisans et à court terme. Au cours des prochains jours, les tables rondes interactives sur ces questions, et les informations des réunions techniques préparatoires, offriront un cadre de concertation approprié en vue d'arriver à des consensus.

Cependant, le devoir de vérité m'oblige à relever, d'ores et déjà, certains faits :

- Personne ne comprend que dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique on puisse créer un marché de carbone de 64 milliards de dollars dans les pays développés mais que l'on ne soit pas en mesure d'avoir des financements pour éviter la déforestation annuelle de 13 millions d'hectares, surtout dans les pays en développement dont les écosystèmes forestiers tropicaux servent de puits de carbone pour environ 190 gigatonnes.

- Personne ne comprend que des soutiens de 11 à 12 milliards de dollars en 2006 et des politiques tarifaires protectrices aient eu pour effet de détourner de la consommation humaine 100 millions de tonnes de céréales pour notamment étancher la soif de carburant des véhicules.

- Personne ne comprend, qu'en cette période de globalisation des échanges, à l'exception notable de la grippe aviaire qui risque d'entraîner une hécatombe humaine, aucun investissement sérieux ne soit engagé dans la lutte préventive contre la maladie de Newcastle, la fièvre aphteuse, la fièvre de la Vallée du Rift, la péripneumonie contagieuse bovine, la peste des petits ruminants, la fièvre catharale ovine, la peste porcine africaine, la tique *Amblyomma* et la lucilie bouchère, mais aussi la mouche des fruits, la rouille noire du blé qui depuis 1999 s'est propagée de l'Ouganda à l'Iran, et pourrait toucher l'Inde, le Pakistan et la Chine, et enfin le criquet pèlerin, un des fléaux connu depuis l'époque pharaonique.

Mais surtout personne ne comprend: d'abord que les pays de l'OCDE aient provoqué la distorsion des marchés mondiaux avec 372 milliards de dollars de soutien à leur agriculture en 2006 ; ensuite que, dans un seul pays, les déchets alimentaires annuels atteignent 100

milliards de dollars; de plus, que l'excès de consommation des personnes obèses dans le monde coûte, chaque année, 20 milliards de dollars auxquels il convient d'ajouter 100 milliards de dollars de coûts indirects résultant de morts prématurés et de maladies dérivées; et enfin que l'on ait, en 2006, dépensé 1204 milliards de dollars en armements.

Est-il possible dans ces conditions d'expliquer, aux personnes de bon sens et de bonne foi, que l'on ne peut pas trouver 30 milliards de dollars par an pour permettre à 862 millions d'affamés de bénéficier du droit humain le plus fondamental, celui à la nourriture donc à la vie? Ce sont des ressources de cet ordre de grandeur qui permettront d'écarter définitivement le spectre des conflits alimentaires qui se profilent à l'horizon.

En fait le problème de l'insécurité alimentaire est de nature politique. C'est une question de priorités face aux besoins humains les plus fondamentaux. Et ce sont les choix des gouvernements qui déterminent les allocations de ressources.

Monsieur le Président,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Je voudrais remercier bien sincèrement les Chefs d'Etat et de Gouvernement ainsi que les autres participants à cette conférence qui ont parcouru des milliers de kilomètres pour, ensemble et de manière solidaire, trouver les bonnes solutions aux graves problèmes de sécurité alimentaire du monde dans un cadre multilatéral.

Je voudrais, enfin, exprimer ma reconnaissance infinie au Gouvernement et au peuple italien dont l'hospitalité généreuse a toujours été au rendez-vous des grands moments de l'histoire humaine.

Je vous remercie de votre aimable attention.